

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

NATIXIS

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 5 019 319 328 €.
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris.
542 044 524 R.C.S. Paris.

(Exercice clos le 31 décembre.)

A. — Comptes sociaux et annexes.

I. — Bilans sociaux comparés.

(En millions d'Euros.)

Actif	Cf. Notes n°	2016	2015
Caisse, Banques centrales, Comptes chèques postaux	3	26 532	20 983
Effets publics et valeurs assimilées	5	23 431	27 615
Créances sur établissements de crédit	3	105 564	122 411
Opérations avec la clientèle	4	135 622	108 596
Dont activité institutionnelle	22	758	682
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	24 801	20 213
Actions et autres titres à revenu variable	5	41 359	32 345
Participations et autres titres détenus à long terme	6	443	435
Parts dans les entreprises liées	6	13 931	13 873
Immobilisations incorporelles	10	113	398
Immobilisations corporelles	10	130	166
Capital souscrit non versé			
Actions propres	6	8	14
Autres actifs	11	42 116	39 647
Comptes de régularisation	11	10 493	8 002
Total Actif		424 543	394 698

Passif	Cf. Notes n°	2016	2015
Banques centrales, Comptes chèques postaux	12		
Dettes sur établissements de crédit	12	118 718	147 629
Dont activité institutionnelle :	22	46	46
Opérations avec la clientèle	13	121 330	88 043
Dont activité institutionnelle :	22	844	818
Dettes représentées par un titre	14	56 378	44 930
Autres passifs	15	96 312	81 223
Comptes de régularisation	15	7 362	8 281
Dont activité institutionnelle :	22	0	2
Provisions (risques et charges)	16	2 436	2 660
Dettes subordonnées	18	5 651	6 121
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres hors FRBG		16 356	15 811
Capital souscrit	20	5 019	5 005
Prime d'émission	20	7 386	7 372

Réserves	20	1 665	1 610
Provisions réglementées et subventions d'investissement	19	0	9
Dont activité institutionnelle :	22	0	2
Report à nouveau	20	665	681
Résultat de l'exercice		1 621	1 134
Total Passif		424 543	394 698

Hors-bilan	Cf. Notes n°	2016	2015
Engagement donnés :			
Engagements de financement	35	32 890	23 576
Engagements reçus d'établissements de crédit		25 530	17 296
Engagements reçus de la clientèle		7 360	6 280
Engagements de garantie	35	7 268	5 201
Engagements reçus d'établissements de crédit		7 268	5 201
Engagements sur titres	35	12 822	7 919
Autres engagements reçus	35	7 048	7 836
Engagements donnés :			
Engagements de financement	35	75 142	72 166
Engagements en faveur d'établissements de crédit		17 026	10 712
Engagements en faveur de la clientèle		58 116	61 454
Engagements de garantie	35	28 241	26 941
Engagements en faveur d'établissements de crédit		3 242	3 489
Engagements en faveur de la clientèle		24 999	23 452
Engagements sur titres	35	12 250	7 792
Autres engagements donnés	35	19 426	19 469

II. — Comptes de résultat sociaux comparés.

(En millions d'Euros.)

Exercice clos le 31 décembre	Cf. Notes n°	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	23	4 884	4 609
Intérêts et charges assimilées	23	-3 989	-3 775
Revenus des titres à revenu variable	24	1 052	837
Commissions (produits)	25	851	917
Commissions (charges)		-348	-390
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	26	1 767	932
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement	27	-123	180
Autres produits d'exploitation bancaire	28	175	283
Autres charges d'exploitation bancaire		-128	-110
Produit net bancaire		4 141	3 483
Charges générales d'exploitation	29	-2 468	-2 206
Frais de personnel		-1 343	-1 228
Autres frais administratifs		-1 125	-978
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-69	-38
Résultat brut d'exploitation		1 604	1 239
Coût du risque	30	-261	-165
Résultat d'exploitation		1 343	1 074
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	31	-93	-81
Résultat courant avant impôt		1 250	993
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices	32	364	139

Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées	19	7	2
Résultat de l'exercice		1 621	1 134

III. — Notes et annexes.

Note 1. — Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Les comptes individuels de Natixis sont établis et présentés conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

1. Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances autres que celles représentées par un titre, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit, y compris les créances subordonnées, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle englobent les prêts distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles représentées par un titre, les valeurs reçues en pension matérialisées par des valeurs ou des titres. Elles sont ventilées en fonction de la nature des concours (comptes ordinaires débiteurs, créances commerciales, crédit de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'export, prêts subordonnés...).

Les intérêts courus sur ces créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode actuarielle au taux d'intérêt effectif, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les prêts consentis de façon irrévocable, mais qui n'ont pas encore donné lieu à des mouvements de fonds, sont enregistrés en hors-bilan dans la catégorie "Engagements de financement".

Une distinction est opérée entre les créances saines et les créances douteuses.

Sont considérées comme douteuses, les créances pour lesquelles il existe un risque de crédit avéré, nonobstant l'existence de garanties, rendant probable la non perception par Natixis de tout ou partie des sommes dues par les contreparties au titre des engagements qu'elles ont souscrits. Il s'agit des créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. En particulier, les crédits présentant des échéances impayées depuis trois mois au moins sont classés dans les encours douteux.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée et les créances classées parmi les encours douteux depuis plus d'un an dès lors qu'un passage en perte est envisagé.

La reprise de l'effet d'actualisation des dépréciations des créances douteuses liées au passage du temps est enregistrée dans les « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Cas particulier des créances restructurées en raison de la situation financière du débiteur.

Les encours restructurés correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession pour Natixis lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours restructurés résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les restructurations doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une restructuration n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois, le critère de la difficulté financière étant appréhendé en amont de celui retenu pour déclasser les contreparties dans la catégorie des défauts bâlois.

Dépréciations individualisées. — Lorsqu'il survient un risque de non recouvrement partiel ou total des créances, ou de non tenue des engagements des débiteurs, des dépréciations ou des provisions sont dotées au compte de résultat, au poste « coût du risque », à hauteur de la perte probable. Ces dépréciations sont déterminées sur la base d'examens trimestriels, dossier par dossier, en tenant compte de l'analyse du risque et des garanties disponibles.

Les intérêts correspondant à la rémunération des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation sont comptabilisés en produit d'intérêts. Le montant des dépréciations est calculé par différence entre la valeur brute comptable de la créance et les sommes estimées recouvrables (y compris les flux résultant de la réalisation des garanties) actualisées au taux d'intérêt effectif d'origine pour les créances à taux fixe ou au dernier taux d'intérêt effectif déterminé selon les termes contractuels pour les créances à taux variable.

Les dépréciations sur créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte sous la forme de provisions au passif du bilan.

Dépréciations au titre du risque de crédit non affecté individuellement. — Les actifs financiers ne présentant pas de risque de crédit individuellement affecté sont inclus dans des groupes d'actifs ayant des caractéristiques de risques similaires. Ces portefeuilles d'actifs homogènes sont constitués suivant deux axes : risque géographique et risque sectoriel.

Ces portefeuilles font l'objet de revues trimestrielles qui conduisent, le cas échéant, à inclure dans l'assiette provisionnable des encours sains relatifs à des pays ou à des secteurs d'activité pour lesquels la situation économique laisse présager des difficultés.

Pour chacun de ces groupes, il est recherché l'existence d'un indice objectif de dépréciation reposant sur des données observables indiquant une diminution probable des flux de trésorerie recouvrables estimés pour ce groupe d'actifs. Si un indice objectif de dépréciation est observé, alors les encours formant ce groupe d'actifs font l'objet de la comptabilisation d'une dépréciation collective constatée au passif du bilan. Un actif appartenant à ce groupe qui viendrait à être provisionné de manière individuelle (risque affecté individuellement) est exclu de l'assiette de calcul de la dépréciation collective.

Le provisionnement du risque géographique est principalement basé sur une notation interne de chaque pays intégrant différents paramètres et indicateurs (situation politique, performances de l'économie et ses perspectives, situation des systèmes bancaires...). Le calcul de la dépréciation est fait à partir d'une table de correspondance notation interne / taux de provisionnement.

Le provisionnement du risque sectoriel se base sur des combinaisons d'indices propres à chaque secteur (croissance du secteur, trésorerie des entreprises du secteur, coût des matières premières, etc.). La méthode de calcul de la dépréciation est celle de la perte attendue (« expected loss ») calculée à maturité du dossier.

Les encours mis sous surveillance, pour lesquels un défaut Bâlois a été identifié, font l'objet d'une dépréciation sur base collective sectorielle dès lors qu'ils ne sont pas dépréciés sur base individuelle.

Les provisions pour risque sectoriel et pays sont présentées au passif du bilan.

2. Portefeuille titres. — Les titres sont, conformément aux dispositions du Livre II - titre 3 « Comptabilisation des opérations sur titres » du règlement de l'ANC n°2014-07, classés en fonction de :

— leur nature : effets publics (bons du trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créance négociable et titres du marché interbancaire) et actions et autres titres à revenu variable ;

— l'objet économique de leur détention dans l'une des catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

— Titres de transaction : il s'agit des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché. Sont également considérés comme des titres de transaction, les titres acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille de transaction. Pour être éligibles à cette catégorie, les titres doivent, lors de leur classement initial, être négociables sur un marché actif et les prix de marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

En date d'acquisition, les titres de transaction sont comptabilisés au prix de transaction intérêts courus compris le cas échéant. Les frais de transaction sont comptabilisés directement en charges.

À chaque date d'arrêté comptable, ils sont évalués en valeur de marché et le solde global des écarts d'évaluation est porté au compte de résultat, dans la rubrique « Solde des opérations sur titres de transaction ».

— Titres de placement : sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Ils sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition hors frais d'acquisition. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition, coupons courus exclus, et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à la date de remboursement.

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice au plus bas de leur valeur comptable ou de leur prix de marché. Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation dont le calcul prend en compte les gains provenant des éventuelles opérations de couvertures affectées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

— Titres d'investissement : Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels Natixis a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais d'acquisition exclus. L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est enregistré en résultat au prorata de la durée restant à courir jusqu'à leur date de remboursement.

Conformément aux prescriptions réglementaires, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme en raison de circonstances nouvelles ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

— Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme :

– Autres titres détenus à long terme : ce portefeuille de titres est constitué par les investissements réalisés par Natixis sous forme de titres, dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Ils sont enregistrés à la date d'acquisition pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition.

Ils sont évalués en date d'arrêté au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation ;

– Titres de participation : les titres de participation sont constitués des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de Natixis.

Ils sont enregistrés à la date d'acquisition pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition.

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêté ou de leur coût d'acquisition. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation ;

– Parts dans les entreprises liées : les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenus dans les entreprises liées pour lesquelles Natixis dispose d'un contrôle exclusif, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Natixis.

Ils sont enregistrés à la date d'acquisition pour leur prix d'achat hors frais d'acquisition.

Ces titres sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur d'utilité à la date d'arrêté ou de leur coût d'acquisition. Les éventuelles moins-values latentes font l'objet d'une dotation pour dépréciation.

Les méthodes d'évaluation retenues pour déterminer la valeur d'utilité des immobilisations financières de Natixis sont selon les cas :

— l'actif net (réévalué ou non) ;

— la méthode des comparaisons boursières ;

— la valeur actuelle nette des flux futurs de trésorerie ;

— le cours de Bourse ;

— où bien une combinaison de ces méthodes.

La méthode de la valeur actuelle nette des flux futurs de trésorerie s'appuie sur l'établissement de plans d'affaires élaborés par le management des filiales considérées et validés par la Direction générale de Natixis. Le taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie est alors la résultante :

— d'un taux de rendement moyen d'un placement considéré sans risque ;

— d'une prime de risque moyenne du marché sur lequel intervient la filiale ;

— d'un Bêta moyen tel qu'il ressort d'un échantillon de sociétés comparables.

— Actions propres : Natixis est amenée à détenir ses propres actions au titre d'opérations de régularisation du cours de l'action dans le cadre d'un contrat de liquidité. Ces titres sont comptabilisés en titres de transaction et suivent les règles applicables à cette catégorie de titres. De même, les actions propres acquises dans des opérations d'arbitrage sur indices boursiers sont enregistrées parmi les titres de transaction.

D'autre part, les actions propres détenues dans le but d'une attribution aux salariés sont classées dans la catégorie des titres de placement et suivent les règles applicables à cette catégorie.

Les revenus, corrections de valeur et résultats de cession des portefeuilles-titres sont comptabilisés de la manière suivante :

— les produits des titres à revenu variable sont enregistrés au fur et à mesure de leur encaissement ou lorsque leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'assemblée générale ;

— les produits des titres à revenu fixe sont comptabilisés selon la méthode des intérêts courus ;

— les corrections de valeur et résultats de cession des titres sont enregistrés dans des rubriques spécifiques selon leur portefeuille d'appartenance :

— en Produit Net Bancaire pour les titres de transaction et pour les titres de placement,

— en coût du risque pour les titres à revenus fixe classés en portefeuille de placement ou d'investissement, lorsque les corrections de valeur correspondent à un risque de contrepartie,

— en gains ou pertes sur actifs immobilisés :

— pour les corrections de valeur sur titres d'investissement (hors dépréciations du risque de contrepartie) lorsqu'il existe une forte probabilité de cession des titres d'investissement en raison de circonstances nouvelles et pour l'ensemble des résultats de cession portant sur lesdits titres,

— pour les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme.

Les reclassements depuis la catégorie « Transaction » vers les catégories « Placement » et « Investissement » et depuis la catégorie « Placement » vers la catégorie « Investissement » sont autorisés dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou lorsque ceux-ci ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif.

Le règlement autorise les établissements à céder tout ou partie des titres reclassés dans la catégorie des « titres d'investissement » dès lors que sont vérifiées les deux conditions suivantes :

— le reclassement a été motivé par une situation exceptionnelle ;

— le marché est redevenu actif pour ces titres.

Natixis n'a pas procédé dans ses états financiers individuels à de tels reclassements.

3. Immobilisations corporelles et incorporelles. — Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunts encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût direct de développement, qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables à leur production et à leur préparation dès lors qu'ils remplissent les critères d'immobilisation.

Postérieurement à leur acquisition, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Dès lors qu'elles sont en état d'être utilisées selon les modalités prévues par Natixis, les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité, selon le mode linéaire ou dégressif quand ce dernier correspond à l'amortissement économique. Le cas échéant, la valeur résiduelle du bien qui peut être évaluée de façon fiable, est déduite de sa base amortissable.

Conformément aux principes applicables, un plan d'amortissement spécifique est défini pour chaque composant significatif d'une immobilisation corporelle ayant une durée d'utilité ou un rythme de consommation des avantages futurs différents de ceux de l'immobilisation prise dans son ensemble. Pour les immeubles d'exploitation et de placement, Natixis a retenu les composants et les durées d'amortissement suivants :

Terrains :	Non amortissables
Façades non destructibles :	non amortissables
Façades, couverture, étanchéité :	20 à 40 ans
Fondations, ossatures :	30 à 60 ans
Ravalement :	10 à 20 ans
Équipements techniques :	10 à 20 ans
Aménagements intérieurs :	8 à 15 ans

Les autres catégories d'immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité des biens considérés, celle-ci se situant généralement dans une fourchette allant de 5 à 10 ans.

Les logiciels acquis sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité, inférieure à 5 ans dans la majorité des cas. Les logiciels générés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité ne pouvant excéder 15 ans.

4. Dettes représentées par un titre. — Ce poste comprend les dettes représentées par des titres cessibles émis par Natixis en France ou à l'étranger, à l'exception des titres subordonnés qui sont inscrits parmi les dettes subordonnées.

Figurent notamment à ce poste, les bons de caisse, les titres du marché interbancaire, les titres de créance négociables et les obligations et autres titres à revenus fixe.

Les intérêts courus attachés à ces émissions sont portés en dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée des emprunts concernés et la charge correspondante est enregistrée dans la rubrique des « intérêts et charges assimilées » du compte de résultat.

5. Dettes subordonnées. — Ce poste regroupe des titres subordonnés à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement, en cas de liquidation, n'intervient qu'après le désintéressement des autres créanciers. Les intérêts courus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Lorsque des titres subordonnés à durée indéterminée sont assimilés à des titres amortissables, chaque paiement d'échéance est décomposé en une fraction d'amortissement venant en élément soustractif du montant nominal et une fraction d'intérêts qui figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilés.

6. Instruments financiers à terme fermes et conditionnels. — Le montant notionnel de ces instruments est inscrit au hors-bilan à des fins de suivis interne et réglementaire mais ne figure pas parmi les engagements de hors-bilan publié. L'information concernant ces instruments est disponible dans les notes annexes.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon les instruments et les intentions d'origine (opérations de couverture ou à des fins de transaction).

Opérations d'échange de taux ou de devises

Ces opérations sont réalisées selon quatre finalités :

- microcouverture (couverture affectée) ;
- macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- positions spéculatives ;
- gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion globale du risque de taux de Natixis sont inscrits prorata temporis. Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Le traitement comptable des positions spéculatives est identique pour les intérêts. Par ailleurs, les moins-values latentes constatées en date d'arrêt par rapport à la valeur de marché des contrats, sont enregistrées en résultat par voie de provision.

La dernière catégorie fait l'objet d'une évaluation instrument par instrument à la valeur de marché. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat. L'évaluation est corrigée des risques de contrepartie, du coût de financement des positions et de la valeur actualisée des charges de gestion futures afférentes aux contrats.

Opérations de change à terme. — Les opérations de change à terme dites « sèches » ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les différences d'intérêts, ou reports déports, liées aux opérations de change à terme couvertes sont enregistrées de manière échelonnée parmi les charges ou produits d'intérêt sur la durée effective des opérations.

Options (taux, change, actions) et contrats à terme. — Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges afférents à l'élément couvert.

Dans le cas des opérations hors couverture, les positions sur une classe d'options ou de contrats à terme sont revalorisées en date de situation à la valeur de marché. Les variations de valeur de marché sont directement inscrites en compte de résultat. Cependant, pour les instruments traités sur des marchés de gré à gré, les gains et les pertes ne sont enregistrés en compte de résultat qu'au dénouement des transactions sans préjudice de la constitution éventuelle de provisions, en cours de vie de l'instrument, à hauteur du risque net encouru.

7. Activité institutionnelle. — Dans le cadre de l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 1997 (n° 97-1239 du 29 décembre 1997) modifié par l'article 121 de la loi de finances rectificative pour 2008 (n° 2008-1443 du 30 décembre 2008), de l'article 5 de la loi de finance rectificative pour 2014 (n° 2014-1655 du 29 décembre 2014) et de la convention signée avec l'État le 21 septembre 2011, et de son avenant du 24 juin 2015, Natixis gère un ensemble de procédures publiques pour le compte de l'État dont principalement les prêts et dons du Trésor aux États étrangers consentis dans le cadre de l'Aide Publique au Développement, les prêts du Trésor non concessionnels à des États étrangers, les dons au titre du « Fonds d'Études et d'Aide au Secteur Privé » et la stabilisation de taux d'intérêt des crédits à l'exportation garantis par Coface.

Les opérations relevant de ces missions font l'objet d'un enregistrement comptable distinct et certaines d'entre elles peuvent recevoir la garantie de l'État. Est ainsi constitué le patrimoine de Natixis affecté à la gestion des procédures publiques sur lequel, l'État et les autres créanciers des procédures ont un droit spécifique. Les emplois, et ressources de la banque au titre de ces activités institutionnelles sont identifiés au bilan de chacune des rubriques concernées par ces procédures.

8. Avantages du personnel. — Les avantages dont bénéficie le personnel sont comptabilisés dans la rubrique « Frais de personnel ».

Ils sont classés en quatre catégories :

Les « avantages à court terme », tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement et les rémunérations variables payables dans les douze mois suivant leur attribution, sont comptabilisés en charge de l'exercice durant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants.

Les « indemnités de fin de contrat de travail », accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail et avant le départ en retraite, font l'objet d'une provision.

Les « avantages postérieurs à l'emploi », tels que les régimes de retraite, les régimes de retraite complémentaire de pension bancaire, les indemnités de fin de carrière et les autres prestations contractuelles bénéficiant au personnel retraité pour lesquels on distingue :

— les régimes à cotisations définies, comprenant principalement les régimes de retraite de base de la sécurité sociale et les régimes de retraite complémentaires de l'AGIRC et de l'ARRCO pour lesquels l'entreprise n'est pas engagée sur un niveau de prestations. Les cotisations appelées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice ;

— les régimes à prestations définies pour lesquels Natixis s'engage (de manière formelle ou implicite) sur un montant ou un niveau de prestations, donnent lieu à évaluation et provisionnement.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision, déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement selon la méthode des unités de crédit projetées, prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. La valeur des actifs éventuels de couverture est déduite de l'engagement ainsi déterminé pour constituer la provision enregistrée au passif du bilan. Cette évaluation est réalisée régulièrement par des actuaires indépendants.

Les hypothèses actuarielles sont revues sur un rythme annuel. Les différences liées aux changements d'hypothèses actuarielles et les ajustements liés à l'expérience (effet des différences constatées entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit) constituent des écarts actuariels.

Comme l'autorise la recommandation de l'ANC n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires (qui permettent de se rapprocher en partie des dispositions de la norme IAS 19 révisée telle qu'adoptée par l'Union européenne en juin 2012), Natixis a opté pour le maintien de la méthode du corridor dans ses comptes sociaux.

En application de cette méthode, la fraction des écarts actuariels qui, en valeur absolue, est inférieure à la plus grande des deux valeurs suivantes (i) 10 % de la valeur actualisée de l'engagement et (ii) 10 % de la juste valeur des actifs de couverture à la fin de l'exercice précédent, n'est pas comptabilisée. En revanche, la fraction excédant ce corridor est amortie sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiaires du régime concerné.

En cas de modifications de régime existant ou de mise en place d'un nouveau régime, le coût des services passés est étalé en résultat sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

Le montant de la provision comptabilisée au bilan correspond à la valeur actuarielle de l'engagement au titre des régimes à prestations définies :

- minorée du coût des services passés non encore comptabilisés en résultat,
- minorée ou majorée des écarts actuariels non comptabilisés en application de la méthode du corridor résultant :
- des ajustements d'expérience liés aux variables démographiques,
- des évolutions des hypothèses actuarielles,
- des différences constatées entre le rendement réel et le rendement attendu des plans d'actifs de couverture,
- minorée de la valeur de marché des actifs de régime venant en couverture des engagements.

Les contrats d'assurances souscrits auprès d'une partie liée à Natixis et destinés à financer tout ou partie de l'engagement de Natixis au titre de ses régimes à prestations définies sont présentés à l'actif du bilan dans le poste « Autres actifs ».

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période ;
- le coût financier correspondant à la dé-actualisation de l'engagement ;
- le rendement attendu des actifs de couverture ;
- l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés ;
- les effets de réductions et liquidations de régimes.

Les « autres avantages à long terme », comprenant notamment les médailles du travail et les rémunérations différées versées en numéraire dans le cadre des Plans de Fidélisation et de Performance, sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies à l'exception près des écarts actuariels pour lesquels la méthode du corridor ne s'applique pas et des coûts des services passés qui sont comptabilisés directement en charges.

Le montant estimé de la charge relative aux rémunérations variables réglées en trésorerie, sous condition de présence dans le cadre des plans de fidélisation et de performance, est étalé sur la période d'acquisition des droits.

9. Plans de fidélisation et de performance dont le paiement est fondé sur des actions. — Depuis 2010, Natixis attribue des plans, dont le paiement est fondé sur des actions, à certaines catégories de son personnel. Ces plans sont réglés suivant deux formes : en actions Natixis pour les uns et en

espèces indexées sur le cours de l'action Natixis pour les autres. Il s'agit de plans à trois ans dénoués à hauteur d'un tiers chaque année, à l'exception des plans dits « court terme » réglés en trésorerie indexée sur la valeur de l'action Natixis dont le dénouement intervient dans l'année de l'attribution. L'ensemble de ces plans est soumis à des conditions de performance et/ou de présence.

Plans de fidélisation et de performance réglés en trésorerie indexée sur la valeur de l'action Natixis. — Les plans réglés en trésorerie indexée sur le cours de l'action donnent lieu à l'enregistrement d'une charge de personnel évaluée en tenant compte du cours de l'action en date d'arrêt et de la probabilité de réalisation des conditions de performance et/ou de présence. Lorsqu'il existe une condition de présence, la charge ainsi calculée est étalée linéairement sur la période d'acquisition des droits, à moins que le versement n'intervienne dans l'année de l'attribution, auquel cas la charge est prise en compte immédiatement en compte de résultat.

La charge correspondante comptabilisée dans les comptes de l'exercice 2 016 est de 33,8 millions d'euros contre 35,5 millions d'euros au 31 décembre 2015.

La modification des termes et conditions d'un plan de fidélisation et de performance réglé en trésorerie indexée sur la valeur de l'action Natixis qui aurait pour conséquence la requalification de ce dernier en un plan de fidélisation et de performance réglés en actions, entraîne, lorsque le plan prévoit l'attribution d'actions existantes, la décomptabilisation de la dette enregistrée au titre du plan initial indexé sur la valeur de l'action Natixis et la comptabilisation d'un passif sous la forme d'une provision pour le nouveau plan de fidélisation et de performance réglé en actions. La différence résultant de la comptabilisation du nouveau plan et de la décomptabilisation de la dette préexistante est constatée immédiatement en résultat. Dans le cas où le plan prévoit l'attribution d'actions nouvelles, seule la décomptabilisation de la dette enregistrée au titre du plan initial indexé sur la valeur de l'action Natixis est constatée en résultat.

Natixis a modifié le plan de fidélisation et de performance 2 016 attribué au titre des services rendus en 2015. Par décision du conseil d'administration du 28 juillet 2016, ce plan a été remplacé par un plan d'actions gratuites, avec attribution d'actions nouvelles.

Plans de fidélisation et de performance réglés en actions. — Les plans dénoués en actions sont traités conformément au règlement du Comité de la Réglementation comptable n° 2008-15 qui prévoit l'enregistrement d'un passif dès lors que l'obligation de remise d'actions génère de manière probable ou certaine, une sortie de ressources sans contrepartie équivalente :

— si l'attribution se traduit par l'émission d'actions nouvelles, Natixis n'est exposée à aucune sortie de ressource ; en conséquence, aucune charge n'est comptabilisée ;

— si l'attribution se fait au moyen du rachat d'actions ou d'affectation d'actions existantes, l'opération donnera lieu, à la date de remise des actions aux employés à une sortie de ressource sans contrepartie au moins équivalente. Une provision est alors constituée en tenant compte du coût d'entrée des actions ou du cours de Bourse à la date d'arrêt si les actions n'ont pas encore été achetées et du nombre probable d'actions qui seront remises aux salariés. La charge est prise en compte de façon étalée sur la période d'acquisition des droits.

Au titre des plans dénouables en actions (affectation d'actions existantes), une charge de 134 000 euros a été provisionnée dans les comptes au 31 décembre 2016, contre une charge de 122 000 euros à ce titre en 2015.

10. Provisions pour risques. — Les provisions pour risques constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Leur comptabilisation est subordonnée à l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources attendue pour éteindre l'obligation actuelle à la date de clôture. Ce montant est actualisé dès lors que l'effet de cette actualisation est significatif. Les provisions sont revues à chaque date de clôture et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions au passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux et aux risques sectoriels et pays, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, amendes, pénalités et autres risques divers.

11. Opérations libellées en devises. — Les créances, dettes et engagements de hors-bilan libellés en devises, sont convertis en euros aux cours en vigueur à la date d'arrêt des comptes via la réévaluation des comptes de position de change. Les différences entre les montants résultant de l'évaluation des comptes de position de change et les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change libellés en euros sont portées au compte de résultat.

En revanche, les différences de change afférentes à l'activité institutionnelle sont inscrites en comptes de régularisation.

12. Intégration des succursales à l'étranger. — Les états financiers des succursales étrangères, établis d'après les règles locales, sont retraités suivant les principes comptables français, convertis en euros lorsque la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro et intégrés à la comptabilité de Natixis après élimination des opérations réciproques.

Les postes du bilan et du compte de résultat sont convertis au cours de clôture.

L'écart résultant de la conversion des dotations en capital des succursales étrangères est enregistré dans les comptes de régularisation.

13. Contributions aux mécanismes de résolution bancaire. — Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015. Les contributions au titre du fonds de garantie des dépôts et de résolution peuvent être versées sous la forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces (garantie de l'engagement irrévocable) qui sont inscrites à l'actif du bilan et de cotisations (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) comptabilisées en résultat dans le poste « Impôts et taxes » parmi les autres charges d'exploitation.

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds devient un Fonds de Résolution Unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

En 2016, conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2016. Les contributions versées au fonds peuvent être réalisées sous la forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % sous forme de dépôts de garantie espèces) et de cotisations comptabilisées en résultat dans le poste « Impôts et taxes ».

14. Dispositif de garantie des actifs de l'ex-canton GAPC. — Le 12 novembre 2009, a été mis en place un dispositif de protection des actifs d'une partie des portefeuilles de l'ex-canton GAPC 1

(1) *Fermeture de la GAPC au second trimestre 2014 conformément aux orientations du plan stratégique de Natixis.*

, par BPCE, avec un effet rétroactif au 1er juillet 2009. Ce mécanisme de garantie a permis à Natixis de libérer une part importante des fonds propres alloués aux actifs cantonnés et de se prémunir contre les risques de pertes de ces portefeuilles postérieures au 30 juin 2009. Ce dispositif de protection s'articule autour de deux mécanismes :

— une sous participation en risque revêtant les caractéristiques d'une garantie financière et couvrant 85 % du nominal des actifs comptabilisés dans les catégories « Titres d'investissement », « Titres de transaction », « Titres de placement » et « Créances ». Par cette garantie Natixis est indemnisée dès le premier euro de défaut et à hauteur de 85 % du montant de défaut ;

— deux TRS (Total Return Swap), l'un en euros et l'autre en dollars, transférant à BPCE 85 % des résultats comptabilisés depuis le 1er juillet 2009. Les instruments couverts par les TRS sont représentés en majorité par des titres classés en titres de transaction et dans une moindre mesure par des

titres classés en titres de placement. En parallèle, Natixis a acheté auprès de BPCE une option lui permettant de récupérer dans 10 ans, si celle-ci est exercée, la performance nette positive de ce portefeuille moyennant le paiement d'une prime.

15. Résultat exceptionnel. — Les produits et charges exceptionnels sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

16. Impôt sur les sociétés. — En tenant compte des contributions additionnelles, le taux d'impôt utilisé pour le calcul de la charge exigible de l'exercice est de 34,43 % pour la France. Le taux en vigueur localement est utilisé pour les succursales étrangères.

17. Changements de méthodes comptables et comparabilité des comptes. — Le règlement ANC n° 2015-06 modifie depuis le 1er janvier 2016 les dispositions du PCG relatives aux règles de comptabilisation des actifs immobilisés. Les modifications concernent notamment :

- la définition du fonds commercial,
 - les critères permettant de déterminer si un actif immobilisé a une durée d'utilisation limitée ou non,
 - les modalités de comptabilisation du mali technique de fusion,
 - ainsi que les règles d'amortissement et de dépréciation des actifs corporels et incorporels. En particulier, s'agissant du fonds commercial et par exception au principe général, les dépréciations ne peuvent plus être reprises en résultat.
- Seules les évolutions des règles de comptabilisation du mali technique de fusion ont affecté les comptes de Natixis au 1er janvier 2016. En effet, en application de ce nouveau règlement, le mali technique de fusion doit désormais être :
- ventilé et comptabilisé en fonction des différentes natures d'actifs sous-jacents auxquels il est affecté (immobilisations corporelles, incorporelles et financières). Seul le résiduel non ventilé doit être affecté au fonds commercial;
 - amorti et déprécié selon les mêmes règles que celles applicables aux actifs sous-jacents auquel il est affecté.

Le règlement prévoit les mesures transitoires permettant d'affecter les malis comptabilisés antérieurement au 1er janvier 2016 :

- soit en fonction des plus-values existantes à la date de la fusion, c'est-à-dire en fonction de l'affectation extracomptable réalisée à l'origine ;
- soit en fonction des plus-values existantes à la date de 1re application du règlement (i.e. 1er janvier 2016), dans ce cas un nouvel examen des plus-values existantes sera à réaliser.

L'application au 1er janvier 2016 de ce changement de méthode s'est traduite par la constatation de 269,5 millions d'euros dans la rubrique « parts dans les entreprises liées » correspondant au mali technique de fusion comptabilisé dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine de Natixis Garantie au profit de Natixis, sur la base des plus-values existantes à cette date et en fonction de l'affectation.

Note 2. – Faits marquants de l'exercice.

Les succursales à Montréal, Taïwan et Porto ont ouvert en 2016 et intègrent les comptes individuels de Natixis au 31 décembre 2016.

Note 3. – Opérations interbancaires et assimilées – Actif.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Caisse, Comptes chèques postaux, banques centrales	26 532	20 983
Créances sur établissements de crédit (*)	105 564	122 411
À vue	25 390	14 727
À terme	80 174	107 684
Opérations interbancaires et assimilées	132 096	143 394
(*) Dont créances subordonnées	40	91
Dont titres reçus en pension livrée	43 248	45 754
Dont créances rattachées	96	129

Le montant des prêts subordonnés à durée indéterminée s'élève au 31 décembre 2016 à 40 millions d'euros comme au 31 décembre 2015.

Les encours douteux s'élèvent à 71 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 80 millions d'euros au 31 décembre 2015. Au 31 décembre 2016, comme au 31 décembre 2015, Natixis ne présente pas d'encours douteux compromis sur les établissements de crédit.

Les provisions concernant les encours douteux s'élèvent à -63 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre -65 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Note 4. – Opérations avec la clientèle – Actif.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Comptes ordinaires débiteurs	4 721	3 235
Créances commerciales	850	577
Autres concours à la clientèle	130 051	104 784
Crédits de trésorerie et à la consommation	24 787	21 731
Crédits à l'équipement	5 342	5 670
Crédits à l'export	3 253	2 829
Crédits à l'habitat	2	2
Titres reçus en pension	75 280	51 040
Prêts subordonnés	887	783
Autres crédits	20 500	22 729

Opérations avec la clientèle	135 622	108 596
Dont créances rattachées	199	138

Le montant des prêts subordonnés à durée indéterminée s'élève à 816 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 648 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les encours restructurés tels que définis en note 1 représentent, parmi les encours sains, un montant de 289 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 181 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les encours restructurés tels que définis en note 1 représentent, parmi les encours douteux et compromis, un montant avant dépréciation de 2 240 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 1 615 millions d'euros au 31 décembre 2015. Le montant après dépréciation s'élève à 1 672 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 1 167 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les encours douteux s'élèvent à 3 479 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 3 198 millions d'euros au 31 décembre 2015 (dont 282 millions au 31 décembre 2016 concernant les douteux compromis contre 294 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Les provisions concernant les encours douteux s'élèvent à -1 218 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre -1 154 millions d'euros au 31 décembre 2015 (dont -274 millions au 31 décembre 2016 contre -279 millions d'euros au 31 décembre 2015 concernant les provisions pour douteux compromis).

Les créances éligibles au refinancement de la Banque de France et ou à la Banque Centrale Européenne s'élèvent à 1 470 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 1 929 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Note 5. – Obligations, actions et autres titres à revenu fixe et variable.

(En millions d'Euros)	2016				2015			
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Total	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées (b)								
Valeur brute (a)	16 550	5 687	781	23 018	22 148	4 397	695	27 240
Primes / décotes		354	1	355		332	1	333
Créances rattachées	11	46	1	58	2	39	1	42
Dépréciations				0				0
Valeur nette comptable	16 561	6 087	783	23 431	22 150	4 768	697	27 615
Obligations et autres titres à revenu fixe (b) (c)								
Valeur brute (a)	18 221	5 321	1 276	24 818	14 144	5 023	1 137	20 304
Primes / décotes		32	0	32		34	-1	33
Créances rattachées		26	30	56		25	30	55
Dépréciations		-105	0	-105		-124	-55	-179
Valeur nette comptable	18 221	5 274	1 306	24 801	14 144	4 958	1 111	20 213
Actions et autres titres à revenu variable (b) (d)								
Valeur brute	39 992	1 396		41 388	30 944	1 418		32 362
Créances rattachées				0				0
Dépréciations		-29		-29		-17		-17
Valeur nette comptable	39 992	1 367		41 359	30 944	1 401		32 345

a) Pour ces catégories de titres, les valeurs brutes indiquées dans les colonnes « titres de placements » et « titres d'investissement » correspondent à la valeur de remboursement. b) Dont titres prêtés 15 695 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 11 525 millions d'euros au 31 décembre 2015. c) Dont Obligations et autres titres à revenu fixe cotés pour 18 488 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 13 667 millions d'euros au 31 décembre 2015. d) Dont Actions et autres titres à revenu variable cotés pour 40 128 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 31 932 millions d'euros au titre de l'exercice 2015.

Le montant global des titres d'investissement cédés avant l'échéance s'élève, pour 2016, à 38 millions d'euros contre 10 millions d'euros au titre de l'exercice 2015.

Transfert de catégorie de titres. — Il n'y a pas eu de transfert de catégorie de titres sur les exercices 2015 et 2016.

Plus et moins-values latentes du portefeuille de placement :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Effets publics et valeurs assimilées		
Plus values latentes	17	30
Moins values latentes	0	
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Plus values latentes	13	14
Moins values latentes	-118	-144
Actions et autres titres à revenu variable		

Plus values latentes	271	193
Moins values latentes	-30	-40

Note 6. – Parts dans les entreprises liées, participations, autres titres détenus à long terme, et actions propres.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Participations	389	398
Encours	403	407
Avances en comptes courants		
Écart de conversion		
Dépréciations	-14	-9
Titres prêtés		
Autres titres détenus à long terme	54	37
Encours	89	80
Avances en comptes courants		
Écart de conversion		
Dépréciations	-35	-43
Titres prêtés		
Créances rattachées		
Participations et autres titres détenus a long terme	443	435
Parts dans les entreprises liées	13 931	13 873
Encours (a) (b)	14 560	14 214
Avances en comptes courants	2	1
Écart de conversion	-101	-61
Dépréciations (a) (c)	-530	-281
Titres prêtés		
Créances rattachées	0	0
Parts dans les entreprises liées	13 931	13 873
Actions propres	8	14
Transaction	7	12
Placement	1	2
Titres prêtés		
Immobilisations financières		
Actions propres	8	14

(a) L'application du règlement ANC n° 2015-06 au 1er janvier 2016 s'est traduite par la constatation de 269 millions d'euros dans la rubrique « parts dans les entreprises liées » correspondant au mali technique de fusion comptabilisé dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine de Natixis Garanties au profit de Natixis, sur la base des plus-values existantes à cette date et en fonction de l'affectation (montant brut : 306 millions d'euros, dépréciation : 36 millions d'euros).

(b) Les principaux mouvements de l'exercice 2016 concernent :

- l'acquisition des titres du SPV DFEFG3 pour 80 millions d'euros ;
- l'augmentation de capital de Natixis Assurances pour 206 millions d'euros ;
- l'augmentation de capital de Natixis Global Asset Management (dividendes payés en actions) pour 221 millions d'euros ;
- la réduction de capital de Natixis Private Equity pour 310 millions d'euros ;
- la réduction de capital de Nexgen Finantial Holdings Ltd pour 96 millions d'euros.

(c) Les principaux mouvements de l'exercice 2016 correspondent à la dotation aux provisions des titres Coface SA pour 179 millions d'euros.

Note 7. – Informations concernant le franchissement des seuils suite aux prises de participation dans le capital de sociétés françaises durant l'exercice 2016.

Le tableau ci-dessous a été établi conformément aux dispositions de l'article L 247-1 du code de commerce :

Franchissement du seuil supérieur à 5 % du capital		% Au 31/12/2016	Nombre d'actions au 31/12/2016
COFIMAGE 23	N coté	74,62 %	4 477
OPEN FINANCIAL REGULATION EUROPE	N coté	100,00 %	2
ECRINVEST 21	N coté	100,00 %	3 700
NATIXIS PAYMENT HOLDING (ECRINVEST 22)	N coté	100,00 %	3 700
ECRINVEST 23	N coté	100,00 %	3 700

INVESTIMA 75	N coté	100,00 %	3 700
INVESTIMA 76	N coté	100,00 %	3 700
INVESTIMA 77	N coté	100,00 %	3 700

Note 8. – Renseignements concernant les filiales et participations.

Article L.233-15 et R.123-197 du Code de commerce.

Sociétés ou groupes de sociétés	Coté / non coté	Capital (en milliers d'unités)	Capitaux propres autres que le capital (a) (en milliers d'unités)	Quote-part de capital au 31/12/2016 (En %)
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication :				
Filiales et participations (détenues à plus de 10 %) :				
COFACE SA 1 place Costes et Bellonte - CS20003 92276 BOIS-COLOMBES	C	314 496 EUR	884 791 EUR	41,24 %
CACEIS 1/3 place Valhubert 75013 PARIS	NC	633 000 EUR	490 407 EUR	15,00 %
COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS 16 rue Hoche - Tour Kupka B - TSA 39999 92919 LA DEFENSE CEDEX	NC	160 996 EUR	175 814 EUR	100,00 %
BANQUE PRIVEE 1818 50 avenue Montaigne 78008 PARIS	NC	88 402 EUR	77 602 EUR	100,00 %
NATIXIS ALGERIE IMMEUBLE EL KSAR – zone d'affaires Mercure - Lot 34/35 Bab Ezzouar 16311 Alger	NC	10 000 002 DZD	10 584 578 DZD	100,00 %
NATIXIS PFANDBRIEFBANK AG IM TRUTZ FRANKFURT 55 D-60322 FRANKFURT AM MAIN	NC	120 000 EUR	668 EUR	100,00 %
NATIXIS ASIA LIMITED Suite 1911-1922-19 f two 88 Queensway Pacific Place – HONG-KONG	NC	632 395 HKD	(248 334) HKD	100,00 %
NATIXIS ASSURANCES 30 av pierre Mendes France 75013 PARIS	NC	148 014 EUR	1 137 690 EUR	100,00 %
NATIXIS CONSUMER FINANCE 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS	NC	35 340 EUR	319 646 EUR	100,00 %
NATIXIS FACTOR 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS	NC	19 916 EUR	183 661 EUR	100,00 %
NATIXIS FONCIERE 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS	NC	685 EUR	62 764 EUR	99,99 %
NATIXIS FUNDING 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS	NC	67 555 EUR	1 811 EUR	100,00 %
NATIXIS INNOV 47 Quai d'Austerlitz 75013 PARIS	NC	150 060 EUR	6 243 EUR	100,00 %
NATIXIS INTEREPARGNE 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS	NC	8 891 EUR	18 577 EUR	100,00 %
NATIXIS JAPAN SECURITIES CO., LTD. 1-11-1, Marunouchi, Chiyoda-Ku TOKYO 100-6226	NC	18 000 000 JPY	(1 637 511) JPY	100,00 %

	Valeur comptable des titres détenus (en milliers d'euros)		Prêts et avances consentis et non remboursés (en milliers d'euros)	Montants des cautions, avals et autres garanties (en milliers d'euros)	PNB ou CA HT du dernier exercice (c) (en milliers d'euros)	Bénéfice ou perte du dernier exercice (c) (en milliers d'euros)	Dividendes encaissés en 2016 (en milliers d'euros)	Observation
	Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication :								

Filiales et participations (détenues à plus de 10 %) :							
COFACE SA							
1 place Costes et Bellonte - CS20003 92276 BOIS- COLOMBES					2 269	75 381	
CACEIS							
1/3 place Valhubert 75013 PARIS					100 376	100 321	(1)
COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS							
16 rue Hoche - Tour Kupka B - TSA 39999 92919 LA DEFENSE CEDEX					196 402	75 248	
BANQUE PRIVEE							
1818 50 avenue Montaigne 78008 PARIS					77 278	6 348	
NATIXIS ALGERIE IMMEUBLE EL KSAR – zone d'affaires Mercure - Lot 34/35 Bab Ezzouar 16311 ALGER					56 295	8 738	
NATIXIS PFANDBRIEFBANK AG IM TRUTZ FRANKFURT 55 D-60322 FRANKFURT AM MAIN					18 959		
NATIXIS ASIA LIMITED Suite							
1911-1922-19 f two 88 Queensway Pacific Place – HONG-KONG					22 807	10 802	
NATIXIS ASSURANCES 30 av pierre Mendes France 75013 PARIS					313	127 165	
NATIXIS CONSUMER FINANCE							
30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS					39 164	38 565	
NATIXIS FACTOR 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS					142 252	34 117	
NATIXIS FONCIERE 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS						-190	
NATIXIS FUNDING 30 av Pierre Mendes France 75013 Paris					3 120	1 716	
NATIXIS INNOV 47 Quai d'Austerlitz 75013 PARIS					4 385	3 765	
NATIXIS INTEREPARGNE 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS					92 430	13 061	
NATIXIS JAPAN SECURITIES CO., LTD. 1-11-1, Marunouchi, Chiyoda-Ku TOKYO 100- 6226					28 850	-6 748	

Sociétés ou groupes de sociétés	Coté / non coté	Capital (en milliers d'unités)	Capitaux propres autres que le capital (a) (en milliers d'unités)	Quote-part de capital au 31/12/2016 (en %)
NATIXIS LEASE 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS	NC	267 242 EUR	318 506 EUR	99,81 %
NATIXIS TRUST 51 avenue John F. Kennedy L-1855 LUXEMBOURG	NC	609 865 EUR	126 042 EUR	100,00 %
NATIXIS MARCO	NC	1 000 170 EUR	8 331 EUR	100,00 %

47 Quai d'Austerlitz 75013 PARIS NATIXIS PAYMENT SOLUTIONS 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS	NC	53 559 EUR	55 387 EUR	100,00 %
NATIXIS PRIVATE EQUITY 5-7 rue de Montessuy 75007 PARIS	NC	404 851 EUR	57 266 EUR	100,00 %
NEXGEN FINANCIAL HOLDING LTD 12 Lower Leeson Street Dublin 2 DUBLIN	NC	0 EUR	17 454 EUR	100,00 %
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT 21 quai d'Austerlitz 75013 PARIS	NC	178 252 EUR	3 833 637 EUR	100,00 %
DF EFG3 LIMITED Maples Corporate Services Limited of PO Box 309, Ugland House, GRAND CAYMAN, KY1-1104	NC	85 000 USD	0 USD	100,00 %
NUSHI 399 Boylston st 13th Floor ma 02116 Boston ETATS-UNIS D'AMERIQUE	NC	1 227 285 USD	3 382 814 USD	15,00 %
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations (*) :				
21. Dans les sociétés françaises (ensemble)				
22. Dans les sociétés étrangères (ensemble)				

(*) Dont filiales et participations non reprises au paragraphe A.

(a) Hors résultat de l'exercice

(b) Pour ces lignes de titre, les informations sur les fonds propres, chiffres d'affaires et résultat correspondent à celles du dernier exercice audité (31/12/2015). (c) Exercice 2016.

	Valeur comptable des titres détenus (en milliers d'euros)		Prêts et avances consentis et non remboursés (en milliers d'euros)	Montants des cautions, avals et autres garanties (en milliers d'euros)	PNB ou CA HT du dernier exercice (c) (en milliers d'euros)	Bénéfice ou perte du dernier exercice (c) (en milliers d'euros)	Dividendes encaissés en 2016 (en milliers d'euros)	Observa tions
	Brute	Nette						
NATIXIS LEASE 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS					9 835	-19 710		
NATIXIS TRUST 51 avenue John F. Kennedy L-1855 LUXEMBOURG					3 845	6 040		
NATIXIS MARCO 47 Quai d'Austerlitz 75013 PARIS					10 084	10 066		
NATIXIS PAYMENT SOLUTIONS 30 av Pierre Mendes France 75013 PARIS					276 743	40 914		
NATIXIS PRIVATE EQUITY 5-7 rue de Montessuy 75007 PARIS					14 601	25 477		
NEXGEN FINANCIAL HOLDING LTD 12 Lower Leeson Street Dublin 2 DUBLIN					97 476	8 800		
NATIXIS GLOBAL ASSET MANAGEMENT 21 quai d'Austerlitz 75013 PARIS					28 720	177 601		
DF EFG3 LIMITED Maples Corporate Services Limited of PO Box 309, Ugland House, GRAND CAYMAN, KY1- 1104								
NUSHI 399 Boylston st 13th Floor ma 02116 Boston ETATS-UNIS D'AMERIQUE					204 080	204 080		

B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations (*) :							
21. Dans les sociétés françaises (ensemble)	338 307		222 772	8 312 781	37 496		14 370
22. Dans les sociétés étrangères (ensemble)	313 499		260 410	3 170 313	4 904 783		49 156

(*) Dont filiales et participations non reprises au paragraphe A.

(a) Hors résultat de l'exercice

(b) Pour ces lignes de titre, les informations sur les fonds propres, chiffres d'affaires et résultat correspondent à celles du dernier exercice audité (31/12/2015). (c) Exercice 2016.

Note 9. – Actions propres – actif.

(En Euros)	Quantité achetée	Prix d'achat	Prix d'achat moyen	Quantité vendue ou annulée	Prix de sortie	Prix de sortie moyen	Stock final	% Du capital détenu
Au 1er janvier 2016	190 074 649	950 944 887	5,00	187 321 230	835 473 224	4,46	2 753 419	0,09 %
Régularisation de cours	25 642 122	109 797 838	4,28	26 713 153	115 396 994	4,32		
Au 31 décembre 2016	215 716 771	1 060 742 725	4,92	214 034 383	950 870 218	4,44	1 682 388	0,05 %

Valeur nominale de l'action : 1,60 euros

Note 10. – Immobilisations.

(En millions d'Euros)	2016			2015		
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Immobilisations d'exploitation	1 895	-1 652	243	2 227	-1 663	564
Immobilisations incorporelles	1 405	-1 292	113	1 700	-1 302	398
Immobilisations corporelles	490	-360	130	527	-361	166
Immobilisations hors exploitation	1	-1	0	1	-1	0
Immobilisations incorporelles			0			0
Immobilisations corporelles	1	-1	0	1	-1	0
Immobilisations incorporelles	1 405	-1 292	113	1 700	-1 302	398
Immobilisations corporelles	491	-361	130	528	-362	166

	01/01/2016	Acquisitions	Cessions	Autres	31/12/2016
Valeurs brutes					
Immobilisations incorporelles d'exploitation	1 700	28	-17	-306	1 405
Fonds de commerce (a)	1 191	0	-16	-306	869
Logiciels	471	14	-1	2	486
Autres immobilisations incorporelles	38	14	0	-2	50
Immobilisations corporelles d'exploitation	527	63	-100	0	490
Terrains et constructions	234	22	-97	26	185
Autres immobilisations corporelles	293	41	-3	-26	305
Immobilisations corporelles hors exploitation	1	0	0	0	1
Terrains et constructions	1	0	0	0	1
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Total	2 228	91	-117	-306	1 896

	01/01/2016	Dotations	Reprises	Autres	31/12/2016
Amortissements et provisions					
Immobilisations incorporelles d'exploitation	-1 302	-32	5	36	-1 293
Fonds de commerce (a)	-904	0	4	36	-864

Logiciels	-394	-32	1	0	-425
Autres immobilisations incorporelles	-4	0	0	0	-4
Immobilisations corporelles d'exploitation	-361	-40	38	3	-360
Terrains et constructions	-136	-12	35	0	-113
Autres immobilisations corporelles	-225	-28	3	3	-247
Immobilisations corporelles hors exploitation	-1	0	0	0	-1
Terrains et constructions	-1	0	0	0	-1
Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
Total	-1 664	-72	43	39	-1 654

(a) l'application du règlement ANC n° 2015-06 au 1er janvier 2016 s'est traduite par la constatation de 269 millions d'euros dans la rubrique « parts dans les entreprises liées » correspondant au mali technique de fusion comptabilisé dans le cadre de la transmission universelle de patrimoine de Natixis Garantie au profit de Natixis, sur la base des plus-values existantes à cette date et en fonction de l'affectation (dont valeur brute 306 millions d'euros et dépréciation : 36 millions d'euros)

Note 11. – Comptes de régularisation et divers – Actif.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Instruments conditionnels	11 179	10 689
Comptes de règlement	225	37
Débiteurs divers	30 263	28 375
Comptes de stocks et assimilés	449	546
Autres actifs	42 116	39 647
Comptes d'encaissement		129
Comptes d'ajustement	7 083	5 471
Comptes de gains sur IFT	154	131
Comptes de charges à répartir ou comptabilisées d'avance	1 067	1 139
Produits à recevoir	735	352
Comptes de régularisation divers	1 454	780
Comptes de régularisation	10 493	8 002

Note 12. – Opérations interbancaires et assimilées – Passif.

(En millions d'euros)	2016	2015
Banques centrales, Comptes chèques postaux		
Dettes sur établissements de crédit (*)	118 718	147 629
À vue	12 499	10 810
À terme	106 219	136 819
Opérations interbancaires et assimilées	118 718	147 629
(*) Dont titres donnés en pension livrée	36 249	45 902
Dont dettes rattachées	185	185

Note 13. – Opérations avec la clientèle – Passif.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Comptes d'épargne à régime spécial	48	32
À vue		
À terme	48	32
Autres dettes (*)	121 282	88 011
À vue	31 188	38 643
À terme	90 094	49 368
Opérations avec la clientèle	121 330	88 043
(*) Dont titres donnés en pension livrée	78 272	49 360
Dont dettes rattachées	80	38

Note 14. – Dettes représentées par un titre.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	40 291	31 960
Emprunts obligataires	16 087	12 970
Dettes représentées par un titre	56 378	44 930
Dont primes d'émission non amorties	402	424

Note 15. – Comptes de régularisation et divers – Passif.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Créditeurs divers	26 361	23 221
Opérations sur titres	58 231	46 731
Dont, transaction, dettes sur titres empruntés	35 465	23 964
Dont, transaction, autres dettes sur titres	22 752	22 755
Dont dettes rattachées	14	12
Instruments conditionnels vendus	11 475	11 158
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	245	113
Autres passifs	96 312	81 223
Comptes indisponibles	10	16
Comptes d'ajustement et d'écart	3 812	3 578
Comptes de pertes sur IFT	671	723
Comptes de produits à étaler ou constatés d'avance	686	707
Charges à payer	855	974
Comptes de régularisation divers	1 328	2 283
Comptes de régularisation	7 362	8 281

Note 16. – Provisions et dépréciations.

(En millions d'Euros)	01/01/2016	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres (a)	31/12/2016
Provisions déduites de l'actif	-1 642	-646	445	-12	-39	-1 894
Établissements de crédit	-65	-1	4	-1		-63
Clientèle	-1 155	-404	353	-12		-1 218
Participations	-9	-6	1			-14
Autres titres détenus à long terme	-42		7			-35
Parts dans les entreprises liées	-281	-231	18		-36	-530
Titres et créditeurs divers	-90	-4	62	1	-3	-34
Provisions de passif	2 660	473	-855	16	142	2 436
Engagements liés au personnel (1)	281	63	-47	0	142	439
Hors Bilan (engagements par signature)	16	5	-9	0	0	12
Risques pays	156	104	-75	1	0	186
Risques individuels	6	1	-5	0	0	2
Provisions pour litiges	344	20	-12	12	0	364
Risques sectoriels	272	22	-9	3	0	288
Risques instruments financiers à terme	845	52	-646	0	0	251
Autres	740	206	-52	0	0	894

(En millions d'euros)	01/01/2015	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres	31/12/2015
Provisions déduites de l'actif	-1 688	-457	524	-49	28	-1 642
Établissements de crédit	-101	-1	37	-3	3	-65
Clientèle	-1 213	-369	431	-32	28	-1 155

Participations	-6	-3				-9
Autres titre détenus à long terme	-53	-1	12			-42
Parts dans les entreprises liées	-224	-83	31	-5		-281
Titres et créiteurs divers	-91		13	-9	-3	-90
Provisions de passif	2 704	455	-595	96	0	2 660
Engagements liés au personnel	305	57	-83	1	1	281
Hors Bilan (engagements par signature)	28	12	-23		-1	16
Risques pays	148	47	-42	3		156
Risques individuels	1	10	-5			6
Provisions pour litiges	311	1	-11	43		344
Risques sectoriels	315	13	-66	10		272
Risques instruments financiers à terme	912	206	-311	38		845
Autres	684	109	-54	1		740

(a) Constatation de l'actif distinct

Note 17. – Effectif et passifs sociaux.

— Évolution des effectifs :

	31/12/2016	31/12/2015
Techniciens	2 165	2 163
Cadres	5 222	5 155
Nombres de salariés	7 387	7 318

Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme :

— Principales hypothèses actuarielles utilisées :

Par type d'engagement	2016				2015			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages
Taux d'actualisation	1,22 %	0,95 %	0,65 %	1,05 %	2,20 %	1,70 %	1,30 %	2,20 %
Taux de rendement attendus des actifs	1,22 %	0,95 %	0,65 %		2,20 %	1,70 %	1,30 %	

Les taux d'augmentation de salaire sont calculés par catégorie professionnelle et selon la méthode de la population constante avec une moyenne sur trois ans. Au 31 décembre 2016, la moyenne de ce taux (brut d'inflation) s'élève à 2,50 % contre 2,75 % au 31 décembre 2015 pour les effectifs non cadre et à 2,06 % contre 1,98 % au 31 décembre 2015 pour les effectifs cadre.

La durée de vie active moyenne restante des salariés, tous régimes confondus est de 15,7 ans contre 15,8 ans au 31 décembre 2015.

— Engagements liés au passif sociaux, actifs de couverture et actifs distincts :

(En millions d'Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Engagement brut	525	473
Juste valeur des actifs de régime	-96	-237
Juste valeur des actifs distincts	-143	0
Engagement net	286	236

— Ventilation de l'engagement net par type de régimes :

(En millions d'Euros)	2016					2015				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme			Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total
	Compléments de retraite et	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total	Compléments de retraite et	Indemnités de fin	Médailles du travail	Autres avantages	

	autres régimes					autres régimes	de carrière			
Engagement au 1er janvier										
Engagements nets comptabilisés	35	92	29	85	241	33	80	29	79	221
Gains et pertes sur écarts actuariels non comptabilisés	-3	-22		7	-18	40	-1		23	62
Coût des services passés non comptabilisés	1	11		1	13	1	14		1	16
Engagement total net au 1er janvier	33	81	29	93	236	74	93	29	103	299
Droits liquidés sur la période	-1	-4	-1	-27	-33	-2	-3	-2	-28	-35
Droits acquis sur la période	2	6	2	39	49	2	7	2	31	42
Coût financier	4	2		1	7	4	2	1	1	8
Rendement brut attendu des actifs	-5				-5	-3				-3
Variation des frais de gestion					0					0
Versement de la période au fonds	-2				-2	-2				-2
Frais sur versements					0					0
Modification de régime comptabilisée sur la période		3			3		3			3
Écarts actuariels enregistrés sur la période	1	-1	1		1	3			1	4
Autres éléments	6				6		3			3
Variation enregistrée en résultat	5	6	2	13	26	2	12	1	5	20
Autres éléments (variation du périmètre...)					0					0
Autres variations comptabilisées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Écart actuariel sur engagements	22	11	1	6	40	-36	-20	-1	-15	-72
Écart actuariel sur rendement des actifs	-9				-9	-3	-1			-4
Autres écarts actuariels	-3				-3					0
Variation des écarts actuariels non enregistrés	10	11	1	6	28	-39	-21	-1	-15	-76
Modification de régime intervenue dans la période					0					0
Autres éléments					0					0
Autres variations non comptabilisées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagement au 31 décembre :										
Engagements nets comptabilisés	40	98	32	97	267	35	92	29	85	241
Gains et pertes sur écarts actuariels non comptabilisés	7	-10		13	10	-3	-22		7	-18
Coût des services passés non comptabilisés	0	8		1	9	1	11		1	13
Engagement total net au 31 décembre	47	96	32	111	286	33	81	29	93	236

Note 18. – Dettes subordonnées.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Dettes subordonnées à durée déterminée	3 576	4 232
Titres subordonnés	1 236	1 236
Emprunts subordonnés	2 340	2 996
Dettes subordonnées à durée indéterminée	2 014	1 814
Emprunts participatifs	36	36
Titres subordonnés	1 978	1 778
Emprunts subordonnés		
Dettes rattachées	61	75
	5 651	6 121

Dettes représentant 10 % du montant total des dettes subordonnées :

Date d'émission	Date d'échéance	Devise	Montant à l'émission	Périodicité de tombée du coupon	Taux et durée avant la première date de call	Taux après la première date de call	2016	2015	Passifs convertibles en capital	Condition de la subordination (rang immédiat supérieur)
27/06/2014	27/06/2026	EUR	900 000 000	Trimestriel	Euribor 3M+2%	Pas de call émetteur	900 000 000,00	900 000 000,00	NON CONVERTIBLE	Créances chirographaires
29/07/2015	29/07/2027	EUR	1 000 000 000	Trimestriel	Euribor 3M + 230 bp	Pas de call émetteur	1 000 000 000,00	1 000 000 000,00	NON CONVERTIBLE	Créances chirographaires

Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée. — Natixis a émis des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée qui offrent aux souscripteurs une rémunération à taux fixe ou à taux variable et peuvent être remboursées à l'issue d'une période fixe puis à chaque date anniversaire du coupon. En cas de non-remboursement à l'issue de cette période, il sera versé pour certaines de ces émissions un coupon variable indexé sur Euribor ou Libor. Les intérêts normalement dus sur les Titres Super Subordonnés sont obligatoires dès lors qu'un dividende a été versé sur les actions de Natixis. Toutefois, pour toute autre période, les modalités contractuelles des Titres Super Subordonnés prévoient que l'émetteur a la possibilité de suspendre le versement de ces intérêts, les coupons non versés n'étant pas reportés.

Du fait de la présence d'une clause d'absorption des pertes, le nominal des titres peut être réduit en cas d'insuffisance de fonds propres réglementaires pour servir de nouvelle base de calcul des coupons. Le nominal d'origine peut toutefois être reconstitué sous certaines conditions. En cas de liquidation de Natixis et nonobstant toute réduction éventuelle du nominal d'origine des titres, les porteurs produiront leurs titres pour leur montant nominal d'origine.

Titres participatifs. — Les titres participatifs émis en novembre 1985 par Natixis ne sont remboursables qu'en cas de liquidation de la société mais peuvent faire l'objet de rachats dans les conditions prévues par la loi du 3 janvier 1983.

Dettes Subordonnées Remboursables. — Les dettes subordonnées remboursables émises par Natixis sont des emprunts ou des titres à moyen et long terme assimilables à des créances de rang subordonné simple dont le remboursement avant l'échéance contractuelle interviendrait, en cas de liquidation de la société émettrice, après les autres créanciers mais avant les titulaires de prêts ou titres participatifs.

Après accord de l'autorité de surveillance bancaire et à l'initiative de la société émettrice, les dettes subordonnées remboursables peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé par rachat en Bourse, ou de gré à gré lorsqu'il s'agit de dettes privées, à partir d'une date fixée dans la notice d'émission ou le contrat de souscription ou en cas de modification des règles fiscales ou réglementaires en vigueur. Dans tous les cas, ces remboursements sont soumis à l'accord des autorités de surveillance bancaire.

Note 19. – Provisions réglementées.

(En millions d'Euros)	Provisions de réévaluation des immobilisations amortissables	Provisions pour investissement	Amortissements dérogatoires	Fonds publics affectés	Total
Au 1er janvier 2015	0	8	1	2	11
Dotations					0
Reprises		-2			-2
Autres		-1	1		0
Mouvements de l'année 2015	0	-3	1	0	-2
Solde au 31 décembre 2015	0	5	2	2	9
Au 1er janvier 2016	0	5	2	2	9
Dotations					0
Reprises		-5	-2		-7
Autres				-2	-2
Mouvements de l'année 2016	0	-5	-2	-2	-9
Solde au 31 décembre 2016	0	0	0	0	0

Note 20. – Capital, primes d'émission, réserves et report à nouveau.

(En millions d'Euros)	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Réserve générale	Réserve réglementée des plus value long-terme	Autres réserves	Report à nouveau	Total
Au 1er janvier 2015	4 986	7 341	330	1 211	0	9	500	14 377
Affectation du résultat 2014			65				181	246
Attribution gratuite d'actions	5					-5		0
Actionnariat « mauve »	14	31						45
Mouvements de l'année 2015	19	31	65	0	0	-5	181	291
Solde au 31 décembre 2015	5 005	7 372	395	1 211	0	4	681	14 668
Au 1er janvier 2016	5 005	7 372	395	1 211	0	4	681	14 668
Affectation du résultat 2015			57				-16	41
Attribution gratuite d'actions	1					-2		-1
Actionnariat « mauve »	13	14						27
Mouvements de l'année 2016	14	14	57	0	0	-2	-16	67
Solde au 31 décembre 2016	5 019	7 386	452	1 211	0	2	665	14 735

Au 31 décembre 2016, le capital social est composé de 3 137 074 580 actions de 1,60 euro de nominal. Tous les titres confèrent les mêmes droits à leurs détenteurs, hors actions autodétenues qui n'ont pas de droit de vote.

L'augmentation de capital sur l'exercice 2 015 correspond à l'attribution 3 114 520 actions gratuites accordées à certains salariés de Natixis, dans le cadre des Plans de fidélisation et de performance, et à la souscription de 8 505 624 actions concernant l'augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre du plan d'actionnariat des salariés.

L'augmentation de capital sur l'exercice 2016 correspond à l'attribution 957 368 actions gratuites accordées à certains salariés de Natixis, dans le cadre des Plans de fidélisation et de performance, et à la souscription de 7 989 447 actions concernant l'augmentation de capital réservée aux salariés dans le cadre du plan d'actionnariat des salariés.

Note 21. – Opérations avec les entreprises liées.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Actif :		
Créances sur les établissements de crédit	65 399	76 373
Créances sur la clientèle	38 914	22 565
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 245	4 984
Actions et autres titres à revenu variable	1 854	283
Passif :		
Dettes envers les établissements de crédit	59 865	87 579
Dettes envers la clientèle	36 815	18 770
Dettes représentées par un titre	287	869
Dettes subordonnées	4 016	4 491
Hors bilan :		
Engagements de financement en faveur :		
D'établissements de crédit	6 541	1 380
De la clientèle	5 551	250
Engagements de garantie d'ordre		
D'établissement de crédit	478	1 055
De la clientèle	4 756	3 108

Au titre du règlement n° 2014-07 art. 1 124-61 relatif aux transactions entre parties liées, Natixis n'a pas d'informations complémentaires à publier du fait que ces transactions sont, soit exclues du périmètre déclaratif (filiales détenues en totalité), soit conclues à des conditions normales de marché.

Note 22. – État des actifs, passifs et engagements afférents à la gestion des procédures publiques.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Opérations avec la clientèle	758	682

Total actif	758	682
Opérations interbancaires et assimilées	46	46
Opérations avec la clientèle	844	818
Autres comptes de passif	0	2
Fonds publics affectés	0	2
Total passif	890	868

Note 23. – Intérêts et produits assimilés.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Intérêts et produits assimilés	4 884	4 609
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 368	1 224
Sur opérations avec la clientèle	2 025	1 783
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	257	190
Autres intérêts et produits assimilés	1 234	1 412
Intérêts et charges assimilés	-3 989	-3 775
Sur opérations avec les établissements de crédit	-1 623	-1 243
Sur opérations avec la clientèle	-464	-439
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-746	-691
Autres intérêts et charges assimilées	-1 156	-1 402
Total	895	834

Dont charges d'intérêts relatifs aux dettes subordonnées pour - 229 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre - 204 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Note 24. – Revenus des titres à revenu variable.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Parts entreprises liées	1 037	827
Titres de participation et autres titres détenus à long terme		
Actions et autres titres à revenu variable	15	10
Total	1 052	837

Note 25. – Commissions.

(En millions d'Euros)	2016		2015	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Sur opérations avec la clientèle	320	-11	335	-16
Sur opérations sur titres	1	-109	1	-117
Sur instruments financiers à terme	50	-53	51	-54
Sur engagements de financement et de garantie	141	-101	150	-95
Sur autres engagements de hors-bilan	80	-5	95	-6
Sur opérations de change		-13		-15
Sur autres prestations de services financiers	37	-32	44	-58
Sur moyens de paiement	26	-24	29	-29
Produits accessoires	9		7	
Autres	187		205	
Total	851	-348	917	-390

Note 26. – Résultat des portefeuilles de négociation.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Résultat sur titres de transaction	23	1 672

Résultat sur opérations de change	200	-302
Résultat sur opérations d'instruments financiers à terme	1 544	-438
Total	1 767	932

Note 27. – Gains ou pertes sur Opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Titres de placement		
Plus-values de cession	75	496
Moins-values de cession	-207	-291
(Dotations) / Reprises nettes de dépréciation	9	-25
Total	-123	180

Note 28. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Charges sur produits rétrocédés	-37	-17
Produits accessoires	221	210
Quote-part sur opérations bancaires faites en commun	8	8
Transferts de charges d'exploitation bancaire	11	10
Autres	-156	-38
Total	47	173

Note 29. – Charges générales d'exploitation.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Frais de personnel	-1 343	-1 228
Salaires et traitements	-878	-840
Charges sociales (a)	-328	-302
Intéressement et participation	-61	-47
Charges fiscales	-88	-87
Refacturations	28	22
Dotations provisions Risques Charges (b)	-16	26
Autres frais administratifs	-1 125	-978
Impôts et taxes (c)	-185	-109
Services extérieurs	-1 080	-1 023
Refacturations	140	154
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	-69	-38
Dotations	-69	-38
Total	-2 537	-2 244

(a) Dont charges de retraite pour 74 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 75 millions d'euros au 31 décembre 2015.

(b) Dont reprise nette de provision au titre du plan d'adaptation pour l'emploi pour 9 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 45 millions d'euros au 31 décembre 2015.

(c) Dont contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) pour 110 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 41 millions au 31 décembre 2015.

Note 30. – Coût du risque.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Coût du risque sur éléments d'Actif	-661	-109
Sur créances douteuses :	-673	-119
Dotations aux dépréciations	-335	-326
Reprises de dépréciations	307	427
Pertes couvertes	-650	-266

Pertes non couvertes	-9	-17
Récupérations sur créances amorties	14	63
Sur titres :	12	10
Dotations aux dépréciations	-5	-11
Reprises de dépréciations	62	21
Pertes couvertes	-45	
Coût du risque sur éléments de Passif	400	-56
Sur risques pays :	-29	-5
Dotations aux provisions	-104	-47
Reprises de provisions	75	42
Sur risques et charges :	429	-51
Dotations aux provisions	-78	-160
Reprises de provisions	507	109
Total	-261	-165

Note 31. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Immobilisations financières		
Participations et autres titres détenus à long terme	-182	-67
Plus-values	17	26
Moins-values	-7	-20
Dotations aux dépréciations	-238	-87
Reprises de dépréciations	27	44
Dotations Risques et Charges	-3	-30
Reprises Risques et Charges	22	
Titres d'investissement	0	-14
Moins-values	0	-14
Immobilisations corporelles et incorporelles	89	0
Total	-93	-81

Note 32. – Impôt sur les bénéfices.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Impôt au taux normal	-106	-53
Impôt au taux réduit	-1	
Avoirs fiscaux et crédits d'impôt	4	4
Effet de l'intégration fiscale	137	246
Autres éléments (a)	330	-58
Carry back		
Total	364	139

(a) Sur 2016, y inclus le produit relatif à la réclamation Natixis sur la fiscalisation sur les exercices antérieurs des dividendes et de la plus value de cession des CCI ainsi que les impacts des contrôles fiscaux

Calcul de l'impôt. — La convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du groupe Natixis est fondée sur le principe de la neutralité selon lequel chaque filiale détermine son impôt et contribue à l'impôt du groupe comme si elle n'était pas intégrée.

L'économie d'impôt ou le surplus d'imposition généré par le régime de l'intégration fiscale est comptabilisé par la société mère Natixis.

En contrepartie des déficits transmis à la tête de groupe, la maison mère comptabilise une provision pour restitution d'IS destinée à compenser le supplément d'impôt groupe du en cas de retour en bénéfice des filiales et dont la contribution à l'impôt sera minorée à hauteur des déficits antérieurs.

Contrôles fiscaux. — Natixis SA a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2008 à 2013. A l'issue de cette vérification, Natixis SA a reçu une proposition de rectification le 19 décembre 2016. Natixis SA entend contester la plupart des chefs de redressements proposés et a constaté une provision dans les comptes à hauteur du risque estimé.

La succursale de Natixis en Allemagne fait l'objet d'un contrôle fiscal en cours portant sur les exercices 2009 à 2014. Une notification de redressement au titre de remboursement d'impôt retenu à la source sur dividendes et portant sur l'exercice 2009 a été reçue en décembre 2016. Natixis Allemagne entend contester le redressement proposé.

Déboucement des contentieux en cours :

— La Cour de Justice de l'Union Européenne a jugé contraire à la liberté d'établissement l'application d'une quote-part de frais et charges de 5 % aux dividendes perçus de filiales établies dans un autre État membre de l'Union européenne qui, si elles avaient été résidentes de France, auraient pu appartenir à un groupe fiscal (CJUE 2-9-2015, aff. C-386/14, Groupe Steria SCA). Natixis, en tant que tête du groupe d'intégration fiscale en France, a ainsi obtenu le remboursement de l'impôt indûment payé sur la quote-part de frais et charges de 5 % pour un montant de 6,0 millions d'euros ;

— Fiscalité des Dividendes et produit de rachat des CCI des exercices antérieurs : jusqu'en 2013, Natixis détenait une participation de 20 % dans le capital des Banques Populaires et Caisses d'Epargne, sous la forme de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI). La totalité de ces participations a été rachetée en août 2013. Les dividendes distribués par les CCI et le produit net du rachat de l'année 2013 avaient été intégralement soumis à l'impôt sur les sociétés en application de l'article 145, 6 b ter du Code général des impôts qui limite l'application du régime d'exonération des produits de participation aux seuls titres de capital auxquels sont attachés des droits de vote. Cette condition a été déclarée non conforme à la Constitution par une Décision du Conseil Constitutionnel rendue le 8 juillet 2016 (Décision Natixis n° 2016-553 QPC). Le Conseil d'État a par suite annulé la doctrine administrative (CE Natixis n° 397316 du 5 octobre 2016) et le Ministre des Finances modifié celle-ci le 5 octobre au Bulletin Officiel. Compte tenu de ces éléments, rendant quasi certain le produit d'impôt, ce dernier a été enregistré dans les comptes au 31 décembre 2016 au titre des exercices antérieurs pour un montant de 326,0 millions d'euros majoré des intérêts moratoires.

Note 33. – Information géographique.

(En millions d'Euros)	2016						2015					
	France	Autres Europe	Amériques	Asie	Autres	Total	France	Autres Europe	Amériques	Asie	Autres	Total
Produits et charges d'intérêts et assimilés	216	233	300	146		895	239	242	244	109		834
Revenus des titres à revenu variable	1 016	13	24			1 053	835		1			836
Produits et charges de commissions	229	36	191	46		502	274	37	180	37		528
Résultat net sur opérations sur portefeuille de placement et négociation	1 602	43		-1		1 644	892	235		-15		1 112
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	47	3	2	-5		47	170	9	-5	-1		173
Total produit net bancaire	3 110	328	517	186		4 141	2 410	523	420	130		3 483

Note 34. – Hors bilan - instruments financiers à terme.

(En millions d'Euros)	Notionnels 2016	Notionnels 2015
Marchés organisés	840 740	770 070
Opérations fermes	831 870	732 634
Opérations conditionnelles	8 870	37 436
Marchés de gré à gré	4 012 043	5 322 983
Opérations fermes	3 381 693	4 533 443
Opérations conditionnelles	630 350	789 540
Instruments de taux d'intérêt	4 852 783	6 093 053
Marchés organisés	2 012	165
Opérations fermes	2 012	165
Opérations conditionnelles		
Marchés de gré à gré	438 796	516 921
Opérations fermes	148 264	130 408
Opérations conditionnelles	290 532	386 513
Instruments de cours de change	440 808	517 086
Marchés organisés	118 274	93 708
Opérations fermes	34 398	32 532
Opérations conditionnelles	83 876	61 176
Marchés de gré à gré	202 893	181 889
Opérations fermes	98 290	88 013
Opérations conditionnelles	104 603	93 876
Autres instruments	321 167	275 597
Dont opérations de couverture		
Sur instruments de taux d'intérêts	26 508	23 695

Sur instruments de cours de change	3	3
Sur autres instruments	5 274	6 175
Dont opérations de macro couverture	545 766	365 918
Dont opérations en position ouverte isolée	335	368

Exposition au risque de contrepartie :

	Exposition au risque de contrepartie (a)
Administrations et banques centrales	6 199
Établissements financiers	28 884
Autres	12 289
Total	47 372
<i>(a) Exposition calculée selon les normes Bâle 3 en vigueur</i>	

Les informations sur la gestion des risques de crédit sont présentées dans la partie 3.4 du chapitre III « Risques et adéquation des fonds propres ».
Juste valeur des instruments financiers à terme :

(En millions d'Euros)	2016	2015
Instruments de taux d'intérêt		
Juste valeur positive	39 561	44 784
Juste valeur négative	36 932	43 156
Instruments de cours de change		
Juste valeur positive	22 036	18 279
Juste valeur négative	20 278	19 839
Autres instruments		
Juste valeur positive	8 860	7 860
Juste valeur négative	9 577	8 630

Note 35. – Hors bilan - Engagements et Opérations en devises.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Engagements de financement	75 142	72 166
Établissements de crédit	17 026	10 712
Clientèle	58 116	61 454
Engagements de garantie	28 241	26 941
Établissements de crédit	3 242	3 489
Clientèle	24 999	23 452
Engagements sur Titres	12 250	7 792
Autres engagements	19 426	19 469
Total des Engagements donnés	135 059	126 368
Engagements de financement	32 890	23 576
Établissements de crédit	25 530	17 296
Clientèle	7 360	6 280
Engagements de garantie	7 268	5 201
Établissements de crédit	7 268	5 201
Engagements sur Titres	12 822	7 919
Autres engagements	7 048	7 836
Total des Engagements reçus	60 028	44 532

Note 36. – Opérations de change, prêts et emprunts en devises.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Change comptant		
Monnaies achetées non reçues	16 819	22 427
Monnaies vendues non livrées	16 924	22 554
Prêts / emprunts en devises		

Devises prêtées non livrées	190	0
Devises empruntées non reçues	1 170	382
Change à terme		
Euro à recevoir / devises à livrer	471 991	445 400
Devises à recevoir / euro à livrer	506 568	463 218
Devises à recevoir / devises à livrer	273 380	297 650
Devises à livrer / devises à recevoir	290 173	296 911
Report / déport à recevoir	2	8
Report / déport à payer	2	10

Note 37. – Emplois, ressources par échéances.

(En millions d'euros)	< = 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Créances sur établissements de crédit	74 837	5 527	8 893	16 267	40	105 564
Opérations avec la clientèle	78 974	9 196	20 206	26 429	817	135 622
Obligations et autres titres à revenu fixe	13 552	3 019	2 104	6 126		24 801
Emplois	167 363	17 742	31 203	48 822	857	265 987
Dettes sur établissements de crédit	79 322	13 156	26 229	11		118 718
Opérations avec la clientèle	103 775	13 690	3 532	333		121 330
Dettes représentées par un titre	35 690	13 377	7 311			56 378
Ressources	218 787	40 223	37 072	344	0	296 426

Note 38. – Honoraires des commissaires aux comptes.

(En millions d'Euros)	2016	2015
Audit :		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	5,3	4,9
Services autres que la certification des comptes	3,1	1,3
Total	8,4	6,2

En 2015, les services autres que la certification des comptes pour Natixis SA ne correspondaient qu'aux DDL alors qu'en 2016 il s'agit des DDL et des "autres prestations". En 2015, ces "autres prestations" n'étaient pas autorisées pour les CAC de l'entité audité.

Note 39. – Implantations et activités dans les États ou territoires non coopératifs au sens de l'article 238-0A du code général des impôts.

L'article L.511-45 du code monétaire et financier et l'arrêté du Ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe à leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États et territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le suivi des filiales et succursales de Natixis qui seraient implantées dans des pays non coopératifs relève du processus de suivi des risques de Natixis et s'inscrit dans l'organisation de la filière Risques, à savoir :

- une direction / organisation des risques locale qui a un lien fonctionnel avec la direction des Risques centrale ;
- des reporting ad hoc respectant les éventuelles contraintes locales mais assurant le respect global des risques.

Au 31 décembre 2016 et en application de l'article précité, Natixis indique avoir, aux Îles Marshall, des encours de financement (nets de provisions) de 123 millions d'euros et des engagements donnés de prêts de 12 millions d'euros.

Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices - Art. 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales :

Nature des indications	2012	2013	2014	2015	2016
Situation financière en fin d'exercice :					
Capital social	4 937 943 670,40	4 960 472 304,00	4 986 412 193,60	5 005 004 424,00	5 019 319 328,00
Nombre d'actions émises	3 086 214 794	3 100 295 190	3 116 507 621	3 128 127 765	3 137 074 580
Nombre d'obligations remboursables en actions	0	0	0	0	0
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Résultat global des opérations effectives :					

Chiffre d'affaires hors taxes	16 450 246 528,71	16 577 825 962,70	16 744 446 983,44	19 286 206 333,81	20 911 153 316,23
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	861 041 488,98	2 259 385 434,57	738 855 652,86	872 230 135,57	1 061 747 058,72
Impôt sur les bénéfices	18 388 296,70	-212 587 222,83	153 268 232,67	139 005 181,75	364 623 914,40
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	907 172 429,97	2 323 073 936,17	1 305 316 943,00	1 134 225 514,40	1 621 448 753,36
Montant des dividendes distribués	308 621 479,40	496 047 230,40	1 059 612 591,14	1 094 844 717,75	1 097 976 103,00
Résultat des opérations réduit à une seule action :					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	0,28	0,66	0,29	0,32	0,45
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	0,29	0,75	0,42	0,36	0,52
Dividende versé à chaque action	0,10	0,16	0,34	0,35	0,35
Personnel :					
Nombre de salariés	7 688	7 367	7 188	7 318	7 387
Montant de la masse salariale	704 503 673,34	734 627 077,69	783 339 403,98	840 134 680,53	878 011 680,00
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	364 133 590,12	365 395 752,03	389 150 406,91	349 581 989,26	388 380 689,14

IV. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2016.)

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Natixis S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Dispositif de garantie des actifs de l'ex-canton GAPC : Comme indiqué au paragraphe 12 de la note 1 de l'annexe, un dispositif de protection par BPCE d'une partie des actifs de l'ex-canton Gestion Active des Portefeuilles Cantonnés (GAPC) est en place depuis le 1er juillet 2009. Nous avons examiné les modalités de suivi de ce dispositif et le traitement de cette opération dans les comptes annuels.

— Valorisation des instruments financiers : La société utilise des modèles internes pour la valorisation des instruments financiers qui ne sont pas traités sur des marchés actifs, ainsi que pour la constitution de certaines dépréciations (paragraphe 6 de la note 1, notes 16, 26 et 34 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à la détermination du caractère inactif d'un marché, à la vérification des modèles et à la détermination des paramètres utilisés.

— Dépréciation et provisionnement des risques de crédit et de contrepartie : La société comptabilise des dépréciations d'actifs et des provisions pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (paragraphe 1 de la note 1, notes 3, 4, 16 et 30 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur une base individuelle et de portefeuilles.

— Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme : Natixis procède à des travaux d'actualisation de l'évaluation des titres de ses participations, de ses parts dans les entreprises liées et de ses autres titres détenus à long terme (paragraphe 2 de la note 1, notes 6 et 31 de l'annexe). Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces travaux ainsi que les principales hypothèses et paramètres utilisés.

— Autres provisions : La société constitue des provisions pour couvrir les risques et les litiges générés par son activité (paragraphe 1, 2, 6 et 10 de la note 1 et note 16 de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces provisions, ainsi que les principales hypothèses utilisées. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations. En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 21 mars 2017.
Les Commissaires aux comptes :

DELOITTE et ASSOCIÉS :	Pricewaterhousecoopers Audit :	Mazars :
Charlotte Vandeputte ; Jean-Marc Mickeler ;	Agnès Husscherr ; Patrice Morot ;	Charles de Boisriou ; Emmanuel Dooseman.

Le rapport annuel de gestion, les éléments juridiques ainsi que les renseignements de caractère général concernant Natixis SA sont tenus à la disposition du public au siège de notre établissement situé 30, avenue Pierre Mendès France.

1700773